



Paris, le 17 mai 2021

## **Hercule, projet H ou « grand EDF » : les chimères du Ministre n'ont pas convaincu l'interfédérale**

**Bien que des bruits trompeurs et contradictoires commencent à se faire jour, l'interfédérale n'est pas dupe tant de la stratégie d'effets d'annonce que des garanties illusoire proposées par le Gouvernement. Elle reste sidérée par le flou artistique des négociations avec la Commission européenne. Cela renforce l'opposition de l'interfédérale à Hercule, ainsi que son unité aux côtés des parlementaires pour refuser tout passage en force éventuel du Gouvernement.**

Après une première série de rencontres fin avril, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance a de nouveau reçu les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines.

Loin d'apporter des réponses aux questions posées à plusieurs reprises par l'interfédérale sur l'état des négociations avec la Commission européenne, présentées comme « *extrêmement difficiles* » par le Président d'EDF, ou de clarifier les nombreuses zones d'ombre liées aux contreparties que Bruxelles pourrait exiger, le Ministre s'est contenté de défendre, une nouvelle fois, la même réforme herculéenne désormais rebaptisée le « *grand EDF* ».

Pour l'interfédérale, le Ministre ne peut plus se contenter de faux-semblants ou se retrancher derrière une négociation dont la conclusion est annoncée depuis six mois, ou encore derrière un faux semblant de report ! Il doit des réponses et de la transparence tant aux représentants du personnel qu'aux élus de la Nation. Il doit en particulier jouer cartes sur table sur des points aussi essentiels que la rémunération du parc nucléaire, l'avenir du parc hydroélectrique ou les synergies entre nucléaire et hydraulique.

L'interfédérale se demande tout autant comment le Ministre peut croire qu'il suffit de mettre des pseudo-garanties sur la table pour lever son opposition au montage envisagé pour Enedis qui va entraîner une cohabitation d'un monopole naturel régulé avec des activités concurrentielles dérégulées. Au regard de ce que les promesses de non privatisation, de seuil minimal de détention par l'État et autre golden share ont eu comme effet sur la trajectoire de Gaz de France depuis 2004, l'interfédérale n'accorde aucune valeur à ces fausses garanties pour l'avenir d'Enedis. Elle réaffirme donc son exigence de voir Enedis garder le statut de filiale directe EDF comme l'exige aujourd'hui le Code de l'Énergie.

Pire, le discours ministériel sur le retour sur investissement exigé au regard du coût de la renationalisation d'EDF pour les finances publiques, suivi de l'annonce lors de l'assemblée générale des actionnaires d'EDF le 6 mai d'une « *augmentation de capital significative* » de la filiale « EDF Vert », confirme les pires craintes de l'interfédérale. Tout occupé à résoudre ses contentieux avec la Commission européenne sans en payer le prix, l'État semble donc prêt à se refaire en enclenchant la mécanique infernale de la course à la valorisation financière et



actionnariale pour cette nouvelle filiale et donc pour Enedis. Alors que Joe Biden semble avoir tiré les leçons des derniers événements électriques en Californie et au Texas en annonçant un plan de relance massif dans les infrastructures, le Gouvernement semble faire de la création de valeur actionnariale par un meccano capitalistique la seule ligne d'horizon pour EDF.

Mais l'opposition de l'interfédérale ne se résume pas au seul destin d'Enedis ; c'est bien la globalité du projet visant à un éclatement en 3 sociétés distinctes qui suscite une opposition résolue. La recherche, par le Ministre et après deux années d'absence de débat, de garanties sur de nombreux pans de son projet, en confirme l'utopie.

Plus unie que jamais contre Hercule mais consciente que le statut qui n'est pas tenable pour EDF, l'interfédérale réaffirme sa demande de réévaluation du prix de l'AReNH à un prix permettant la couverture des coûts, et de recapitalisation d'EDF en s'appuyant sur la promesse que le Ministre lui a faite le 6 avril d'apporter à EDF 10 milliards d'euros de soutien public. Seule cette recapitalisation permettra de renforcer les fonds propres d'EDF et donc sa capacité d'investissement.

L'interfédérale, comme elle le dit depuis deux ans, est prête à une concertation honnête et sincère, mais elle attend du Gouvernement des réponses claires et précises, et de réels engagements. La méthode qu'elle propose de nouveau au Gouvernement pour préparer l'avenir d'EDF passe par la mise en place, dans les plus brefs délais, d'une commission sous l'égide du Haut-Commissaire au Plan et impliquant le Parlement.

**Alors que de plus en plus d'acteurs dénoncent l'hérésie économique, l'absence de création de valeur ajoutée et la stricte logique de valorisation financière du projet Hercule ou « grand EDF », peu importe sa dénomination dès lors que le contenu reste le même, l'interfédérale réaffirme son opposition totale à ce projet de démantèlement d'EDF.**

**Enfin, compte tenu que la concertation que le Ministre appelle désormais de ses vœux confirme qu'il n'y a aucune urgence à recourir à un processus législatif précipité, l'interfédérale demande au Gouvernement de prendre en compte sa proposition de mettre en place, dans les plus brefs délais, une commission pour concrétiser un projet ambitieux pour l'avenir d'EDF.**